

# Stratégie d'immigration

## Synthèse des résultats

Consultation publique de juin 2021



Direction de l'immigration  
Ministère du Développement économique  
Gouvernement du Yukon  
C.P. 2703  
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

## Table des matières

Contexte.....	3
Déroulement de la consultation publique .....	4
Participation.....	4
Sondage .....	4
Entretiens .....	5
Renseignements généraux .....	5
Données démographiques des répondants.....	6
Sujets clés de la consultation.....	7
Programmes d’immigration .....	7
Programme territorial de candidature à l’immigration .....	7
Programme territorial de candidature à l’immigration pour gens d’affaires.....	15
Premières nations .....	20
Besoins futurs du marché du travail.....	22
Reconnaissance des titres de compétence .....	24
Priorités pour 2020 à 2030 .....	26
Trois principales priorités selon les réponses au sondage.....	26
Suggestions des intervenants .....	27
Opposition à l’immigration .....	31
Prochaines étapes.....	32

*\*Le présent document a été rédigé sans distinction de genre.*

## Contexte

Le Programme territorial de candidature à l'immigration a été lancé en 2007 pour aider les employeurs du Yukon aux prises avec un manque de main-d'œuvre grâce à la nomination de candidats en fonction de trois volets : travailleurs qualifiés, employés stratégiques et Entrée express. Plus de 2 000 candidats et leur famille ont été nommés par l'intermédiaire du programme, permettant ainsi de veiller à la stabilité de la main-d'œuvre dans le territoire et d'y contribuer économiquement et socialement. Les employeurs et les collectivités ont joué un rôle important pour attirer et garder des travailleurs étrangers dans le territoire en le rendant un endroit où il fait bon travailler, vivre et élever une famille.

La première stratégie d'immigration du Yukon a été publiée en 2010 pour aborder les besoins du territoire en matière d'immigration et pour compléter et soutenir quatre autres stratégies du cadre de référence concernant la main-d'œuvre : la formation axée sur les compétences générales et les métiers, le recrutement, le maintien des effectifs et l'information sur le marché du travail.

Le ministère du Développement économique travaille à l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière d'immigration pour orienter ses politiques et programmes de 2020 à 2030. Cette nouvelle stratégie renouvellera la façon dont le territoire envisage l'immigration et établira un plan d'action pour que les programmes et les politiques répondent aux besoins économiques et collectifs du territoire. La stratégie englobera les programmes existants, dont le Programme territorial de candidature à l'immigration (PTCI) et le Programme territorial de candidature à l'immigration pour gens d'affaires (PTCIGA), et proposera de nouvelles mesures pour aider les employeurs yukonnais et les nouveaux arrivants à travailler ensemble pour faire prospérer l'économie du territoire.

Un des éléments essentiels à l'élaboration de la nouvelle stratégie consiste à écouter la population, et à connaître ses besoins à court et à long terme et les priorités que doit aborder la nouvelle stratégie. Le ministère a donc entrepris un processus de

consultation publique à l'automne 2020 pour recueillir les commentaires et les idées des citoyens sur la nouvelle stratégie d'immigration. Le présent rapport présente la synthèse des résultats de cette consultation.

## Déroulement de la consultation publique

Le processus de consultation publique sur la Stratégie yukonnaise en matière d'immigration 2020-2030 s'est déroulé en deux parties : un sondage en ligne et des entretiens avec des intervenants ont été menés.

Le sondage en ligne a été créé par le personnel du ministère du Développement économique, hébergé sur le site EngageYukon.ca et promu au moyen des médias sociaux et d'avis dans les journaux locaux. Les citoyens pouvaient répondre au sondage du 23 octobre 2020 au 4 décembre 2020.

En octobre 2020, le ministère a également envoyé des lettres à des groupes d'intervenants ciblés pour les informer du processus de consultation et les inviter à participer au sondage ou à un entretien. Parmi les intervenants, on pouvait compter des associations commerciales, des chambres de commerce, des municipalités, des organisations non gouvernementales, des associations communautaires et culturelles et des gouvernements des Premières nations.

## Participation

### Sondage

Il y a eu 203 réponses valides <sup>1</sup> au sondage en ligne. Environ 80 % des répondants étaient des particuliers, tandis que le reste répondait au nom d'un organisme. La majorité des particuliers qui ont répondu au sondage résidaient à Whitehorse. Les

---

<sup>1</sup> Des 213 réponses reçues. Les sondages remplis plus d'une fois par la même personne ont été éliminés de l'ensemble de données.

autres particuliers provenaient des trois localités les plus peuplées (Dawson, Watson Lake, Haines Junction) ou d'ailleurs dans le territoire.

## Entretiens

Au total, cinq entretiens ont été menés en novembre et en décembre 2020. Les organismes suivants y ont participé :

- Le conseil municipal de Dawson (5 participants)
- La Japanese Canadian Association of Yukon (2 participants)
- L'Association franco-yukonnaise (2 participants)
- Le Centre multiculturel du Yukon (1 participant)
- La Chambre de commerce de Whitehorse (8 participants)

Des sondages de suivi ont été menés auprès de la Canadian Filipino Association of Yukon et de la Chinese Canadian Association of Yukon.

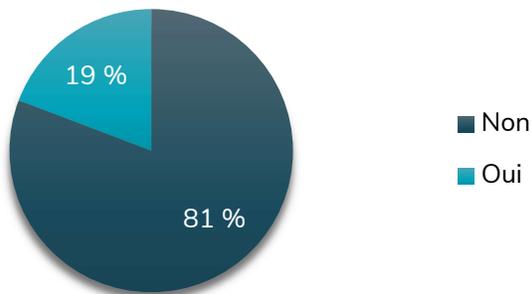
## Renseignements généraux

Pour donner une idée du nombre de participants qui ont formulé un commentaire semblable ou d'un certain type, nous utilisons la terminologie suivante :

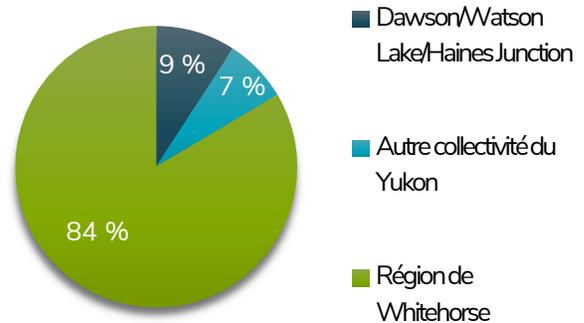
Terme	Participants
Plusieurs	2 ou 3
Nombreux	5 ou plus

## Données démographiques des répondants

Répondez-vous au nom d'une organisation?

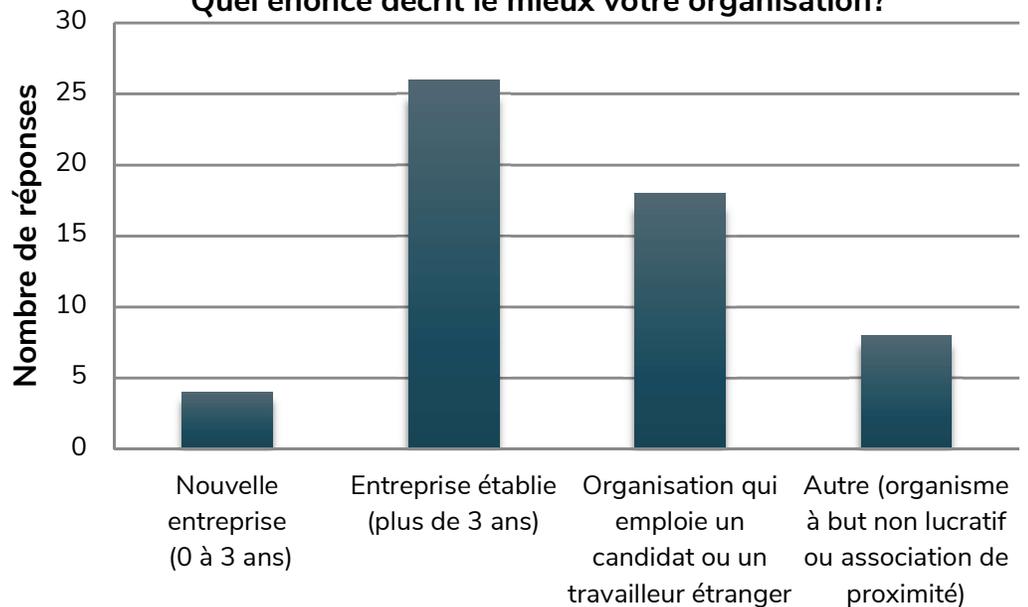


Dans quelle collectivité habitez-vous?



Deux tiers des 39 organisations qui ont répondu au sondage étaient des entreprises établies. Près de la moitié employait un travailleur étranger ou un candidat à l'immigration. Huit organismes communautaires ou à but non lucratif ont répondu au sondage, mais aucun n'a indiqué être un organisme multiculturel ou d'aide à l'établissement.

Quel énoncé décrit le mieux votre organisation?



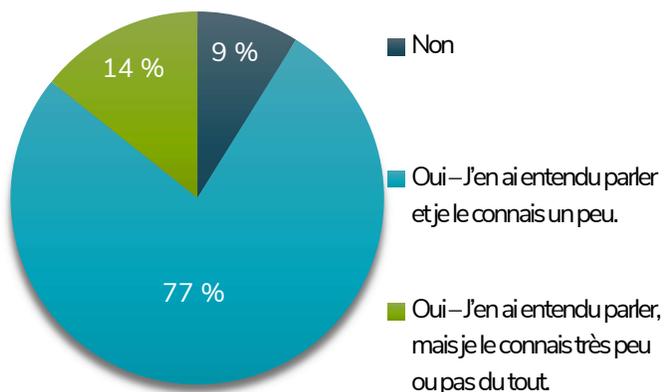
Vingt pour cent des organismes répondants ont indiqué être situés dans une localité yukonnaise, dont la majorité dans les collectivités plus peuplées.

## Sujets clés de la consultation

### Programmes d'immigration

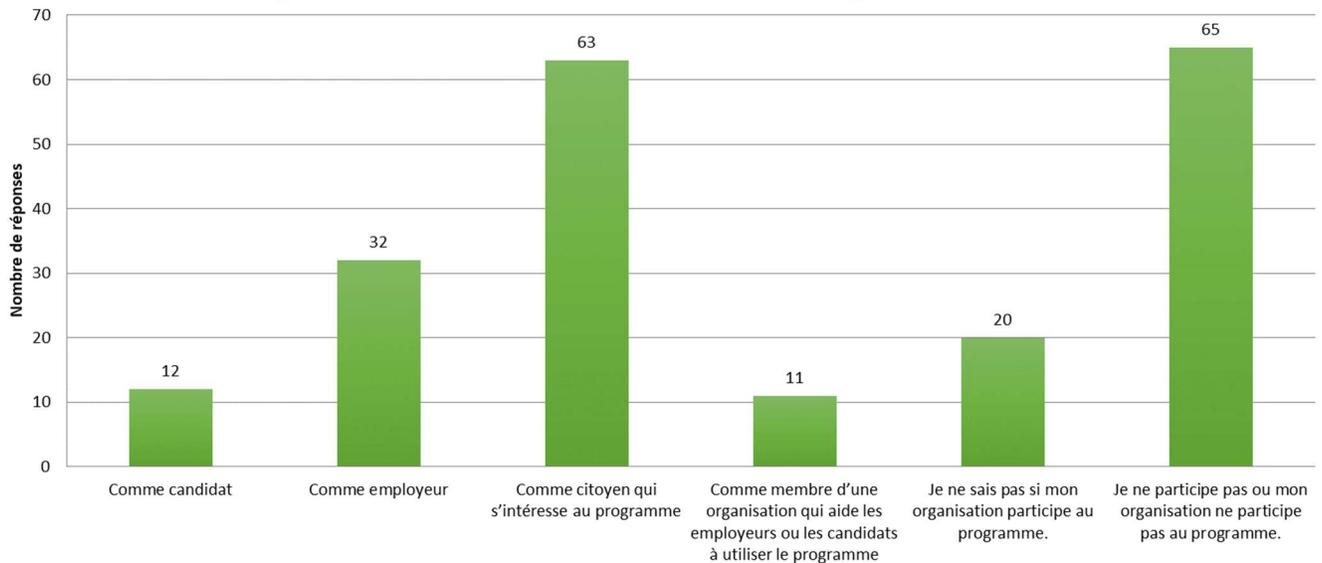
#### Programme territorial de candidature à l'immigration

##### Avez-vous entendu parler du Programme territorial de candidature à l'immigration?



Le PTCI était un des sujets clés abordés dans le sondage en ligne et durant les entretiens. Dans les deux cas, la majorité des répondants étaient au courant du programme; moins de 10 % des répondants au sondage ne savaient pas que le programme existait.

### Comment participez-vous ou comment participe votre organisation au Programme territorial de candidature à l'immigration?



L'expérience des participants avec le PTCI variait selon leur profil. Près d'un sixième des répondants étaient des employeurs, tandis qu'une douzaine était des candidats. Parmi les personnes interrogées, on comptait les membres d'un conseil municipal s'intéressant vivement à l'immigration, des entreprises qui participent au Programme et des organismes qui aident directement ou indirectement des candidats à l'immigration. Près d'un tiers des répondants au sondage ont indiqué ne pas participer directement au Programme, alors qu'un autre tiers ont dit être des « citoyens s'intéressant au Programme ».

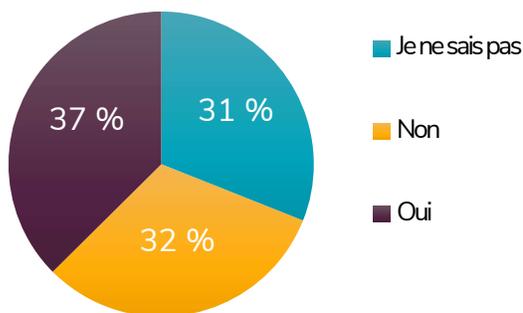


### *Efficacité du PTCl*

Les opinions étaient divergentes quant à l'efficacité du PTCl à satisfaire aux besoins du marché du travail du Yukon. Les répondants au sondage étaient répartis en parts égales quant à la question d'efficacité du programme et plus d'un tiers étaient incertains.

Une personne interrogée qui travaille de près avec des candidats et des employeurs a affirmé que le PTCl répond généralement aux besoins et que les entreprises le trouvent moins « bureaucratique » que celui du fédéral. Les participants du milieu des affaires prenant part à un entretien ont fait écho à ce point de vue positif; ils s'entendaient sur le succès du programme au Yukon et sur le besoin de le maintenir. Un participant qui

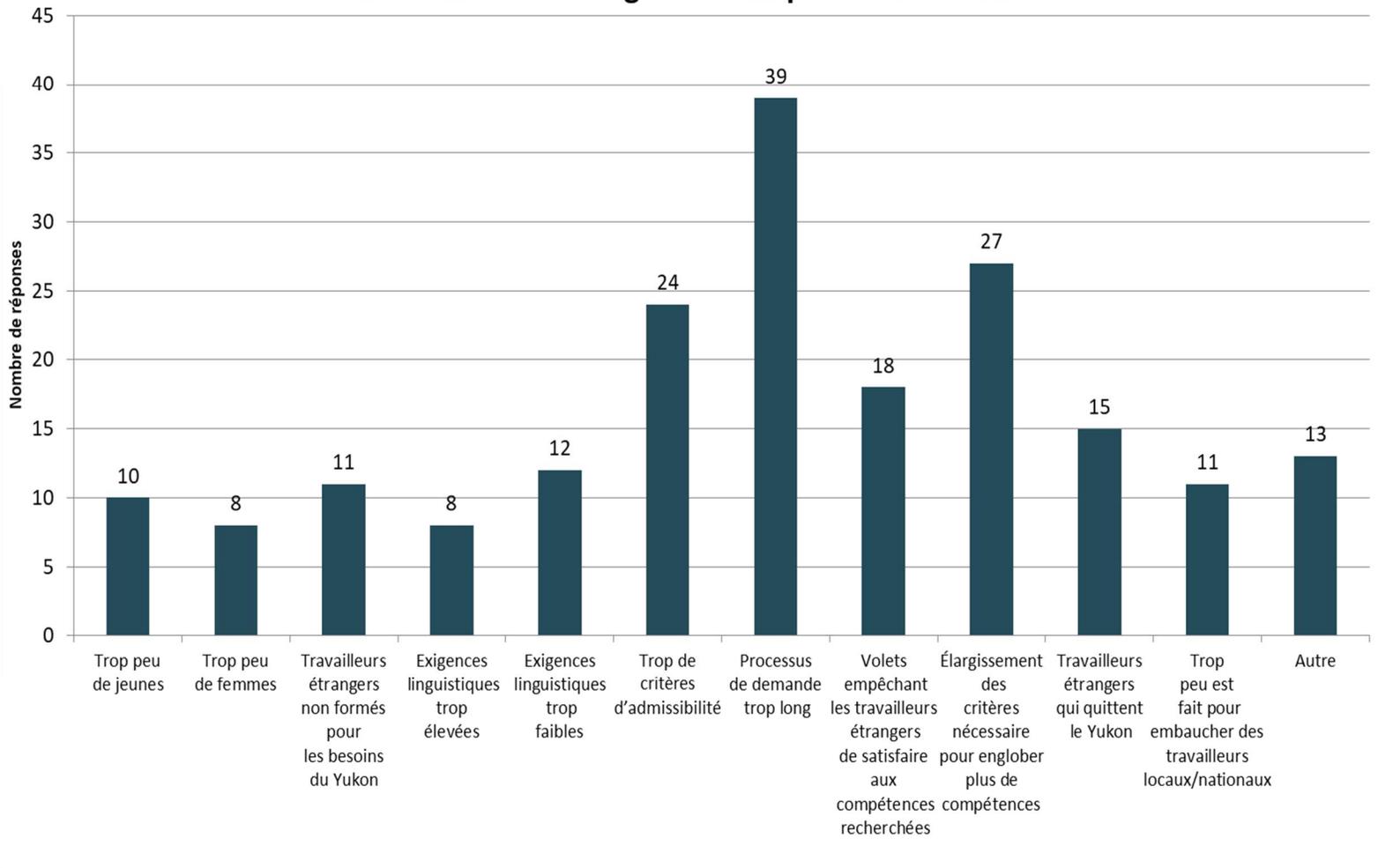
#### **Est-ce que les volets du programme répondent aux besoins du marché du travail yukonnais?**



travaille avec des étudiants étrangers à l'Université du Yukon était d'avis que le programme avait attiré 90 % des étudiants internationaux actuels en provenance de l'Inde, du Soudan et des Philippines. Il a aussi indiqué que les diplômés ont tendance à travailler dans les collectivités après leurs études.

Plusieurs personnes interrogées soutenaient le projet pilote du volet communautaire. Toutefois, la majorité a dit qu'il y avait peu d'information en ligne à ce sujet et que l'information présentée était difficile à comprendre. Un des thèmes qui est ressorti durant une discussion est le manque de clarté quant à la possibilité pour plusieurs employeurs de s'associer pour accéder au Programme et offrir conjointement à un candidat un nombre d'heures équivalent à un poste à temps plein.

## Croyez-vous que le Programme territorial de candidature à l'immigration comporte des lacunes?



### *Processus de demande*

Les répondants au sondage ont souligné la longueur du processus de demande pour les employeurs comme principal problème. Un participant a précisé que la limite de travailleurs qui peuvent être embauchés est trop basse pour pouvoir répondre aux besoins du secteur du détail, alors qu'un autre trouvait que le programme ne tient pas compte des besoins en main-d'œuvre saisonniers de l'industrie du tourisme en excluant les travailleurs temporaires.

Vingt pour cent des répondants ont cerné plusieurs problèmes clés par rapport au Programme, notamment : des critères trop étroits, des exigences trop rigides, un manque de correspondance entre les volets du programme et les besoins en main-d'œuvre et la difficulté à garder les candidats dans le territoire une fois qu'ils deviennent citoyens permanents.

Les personnes interrogées ont indiqué que la difficulté d'accès à de l'information exacte est un obstacle tant pour les candidats que pour les employeurs intéressés. Une personne a dit qu'il est difficile de s'y retrouver dans le site Web fédéral et d'y trouver des réponses simples, surtout s'il existe des barrières linguistiques. Dans les conversations, les participants du milieu des affaires ont exprimé qu'ils trouvaient que l'information dans les sites Web fédéral et territorial n'était pas claire pour les employeurs. On nous a dit qu'il était difficile de naviguer dans le Guichet-Emplois du gouvernement fédéral et d'utiliser le site pour vérifier des informations. Les participants ont noté que ces difficultés encourageaient indirectement les employeurs à utiliser leurs réseaux existants de candidats à l'immigration pour trouver de nouveaux employés. On a proposé d'améliorer l'information en ligne sur le programme et d'accroître les initiatives de rayonnement.

*« Le processus est difficile et mal présenté. Il est difficile de se rendre à la fin. »*

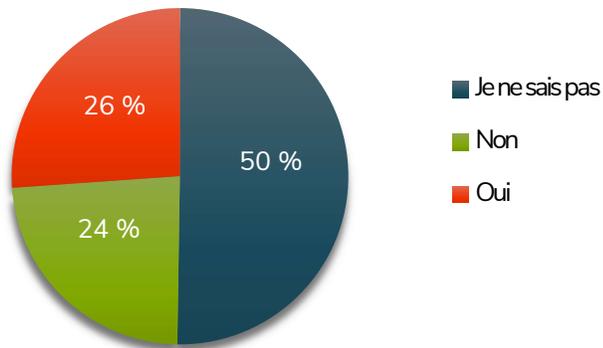
*« L'immigration pour gens d'affaires exclut certaines entreprises. Pourquoi? »*

*« Les processus fédéraux ne tiennent pas compte du manque de professionnels de la santé (comme les dentistes) dans le territoire. »*

– Répondants au sondage

## Accès à la main-d'œuvre

### Y a-t-il des restrictions dans le Programme territorial de candidature à l'immigration qui nuisent à l'accès des employeurs à la main-d'œuvre?



Les répondants au sondage étaient divisés également quant à savoir s'il y a des restrictions qui nuisent à l'accès à la main-d'œuvre. La moitié des répondants ne le savaient pas.

Comme le montre le graphique précédent, les participants ont mentionné que les critères d'admissibilité excessifs nuisaient au programme et que ces critères devaient être élargis pour inclure davantage de types de compétences.

La durée du processus de demande pour l'employeur a été citée le plus fréquemment comme problème. Plus de la moitié des répondants ont aussi mentionné comme entraves : l'information en ligne non conviviale, les coûts de transport élevés (pour faire venir les travailleurs étrangers) et un processus complexe et déroutant. Les critères d'admissibilités excessifs, les exigences additionnelles du fédéral et le manque de correspondance entre les compétences des candidats et les besoins du marché du travail du Yukon ont tous été signalés comme représentant des problèmes pour au moins un quart des répondants.

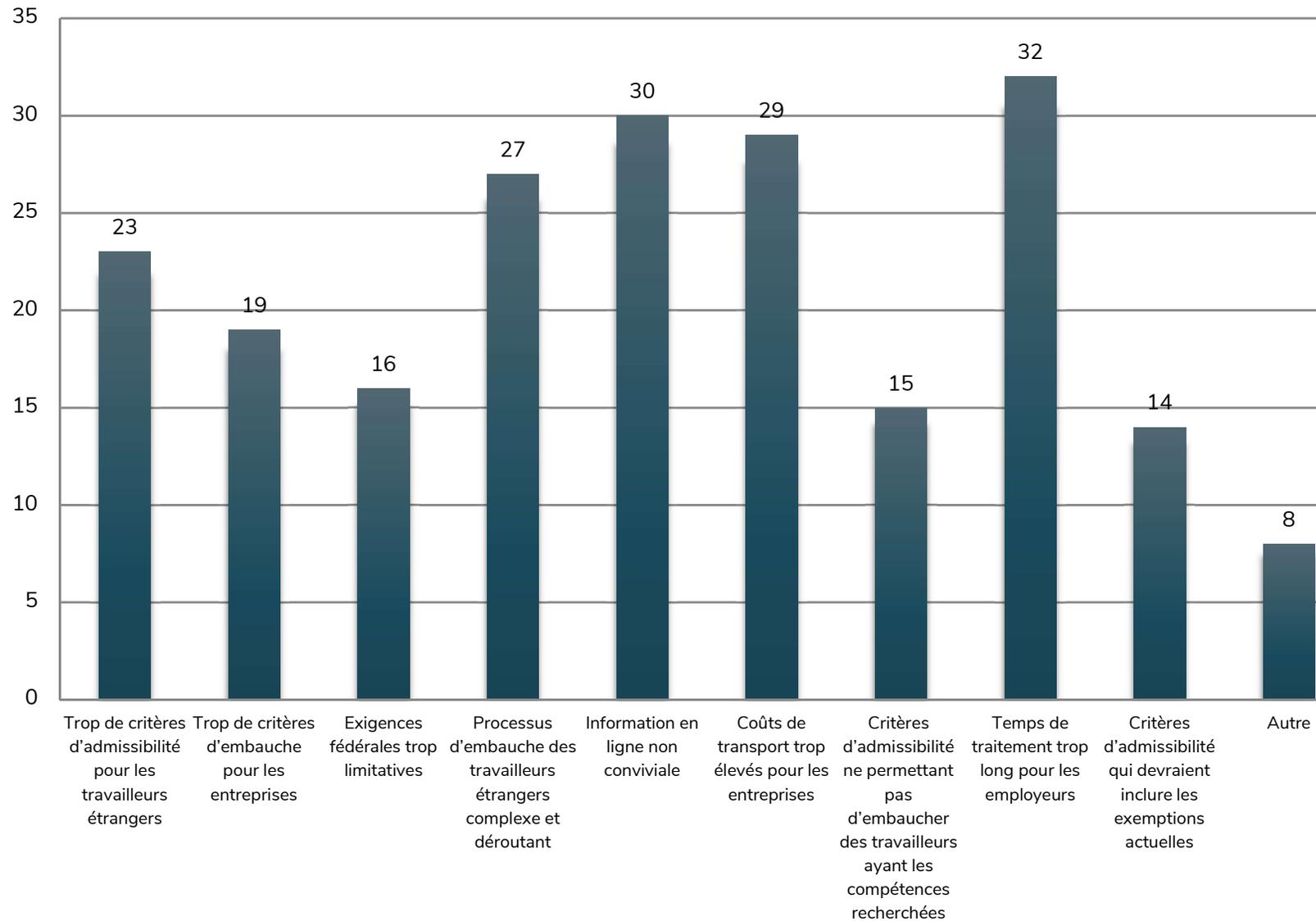
« Il est difficile d'embaucher des employés au Yukon; la limite est donc trop basse. Nous pourrions facilement embaucher 6 ou 7 autres candidats. Il n'y a pas suffisamment de Canadiens pour pourvoir les postes dans le secteur du détail. »

« Dans le Nord, nous avons principalement besoin de main-d'œuvre durant la saison touristique qui dure quatre ou cinq mois. Or, il n'est pas permis d'embaucher des travailleurs temporaires. »

« Le site Web fédéral est absolument inadéquat et pose problème. »

- Répondants au sondage

## Quelles sont les restrictions du Programme territorial de candidature à l'immigration qui nuisent à l'accès des employeurs à la main-d'œuvre selon vous?



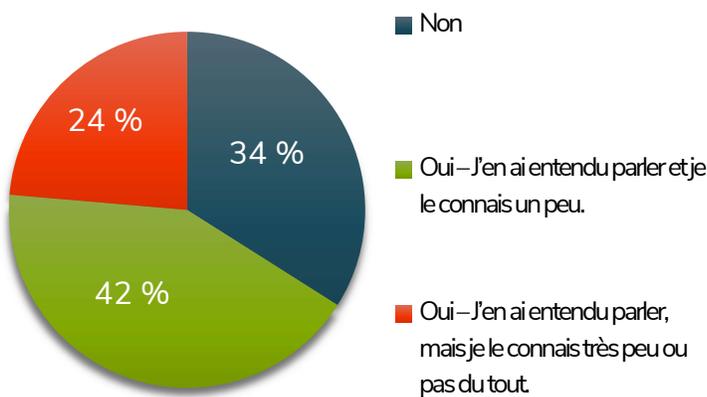
## Programme territorial de candidature à l'immigration pour gens d'affaires

Dans l'ensemble, les participants au sondage connaissent moins le PTCIGA que le PTCl; plus de un tiers des répondants n'avaient jamais entendu parler du programme, alors qu'un quart le connaissait très peu. Il en était de même des personnes interrogées en entrevue, dont plusieurs ne connaissaient pas du tout le programme. Plus de la moitié des participants au sondage ont indiqué ne pas participer au programme du tout et environ un quart des répondants ont dit s'y intéresser en tant que citoyens.

### Programme territorial de candidature à l'immigration pour gens d'affaires

Depuis 2004, 24 entreprises se sont établies par l'intermédiaire du PTCIGA et 41 candidats ont été proposés comme résidents permanents. Le programme est conçu pour attirer et garder dans le territoire des entrepreneurs internationaux qualifiés qui lancent une entreprise, ou qui achètent une entreprise existante ou s'y associent. Les participants doivent investir un minimum de 300 000 \$ dans l'entreprise yukonnaise et avoir une valeur nette vérifiable d'au moins 500 000 \$.

### Avez-vous entendu parler du Programme territorial de candidature à l'immigration pour gens d'affaires?

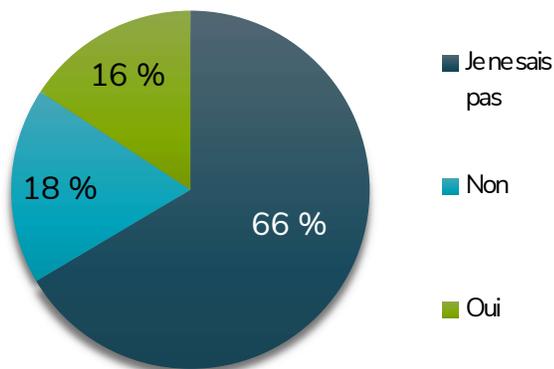


Seulement huit répondants au sondage ont indiqué travailler avec des candidats potentiels. Quelques personnes interrogées participaient au programme, mais cette participation était très limitée. Un organisme qui travaille fréquemment avec des candidats du programme a affirmé que les participants ont tendance à avoir un bon sens des affaires et à nécessiter moins de soutiens.

## Comment participez-vous ou comment participe votre organisation au Programme territorial de candidature à l'immigration pour les gens d'affaires?



**Est-ce que le Programme territorial de candidature à l'immigration pour gens d'affaires répond aux besoins des entreprises?**



Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de l'efficacité du programme à répondre aux besoins des entreprises du Yukon, deux tiers des participants au sondage étaient incertains, tandis que le tiers restant a fourni autant de réponses positives que négatives.

Le groupe de gens d'affaires interrogés avait plutôt des opinions positives du programme et trouvait qu'il offrait des avantages aux entreprises du Yukon. Plusieurs ont d'ailleurs commenté que la concurrence était bonne pour les affaires.

Parmi les facteurs qui ne sont pas abordés par le PTCIGA, la « création de nouvelles industries ou de nouveaux marchés » a été citée le plus fréquemment, suivie de près des critères d'admissibilité limitatifs et du besoin d'établir davantage d'entreprises à l'extérieur de Whitehorse. Un participant a proposé d'élargir le programme en y ajoutant les volets suivants : médias/conception/traduction, commerce électronique et entreprises axées sur l'exportation. Plusieurs participants ont indiqué que les exigences en matière d'investissement étaient trop élevées pour les petites entreprises à propriétaire unique, et un participant a demandé que les étrangers qui investissent dans les entreprises existantes du Yukon soient considérés en premier pour l'immigration.

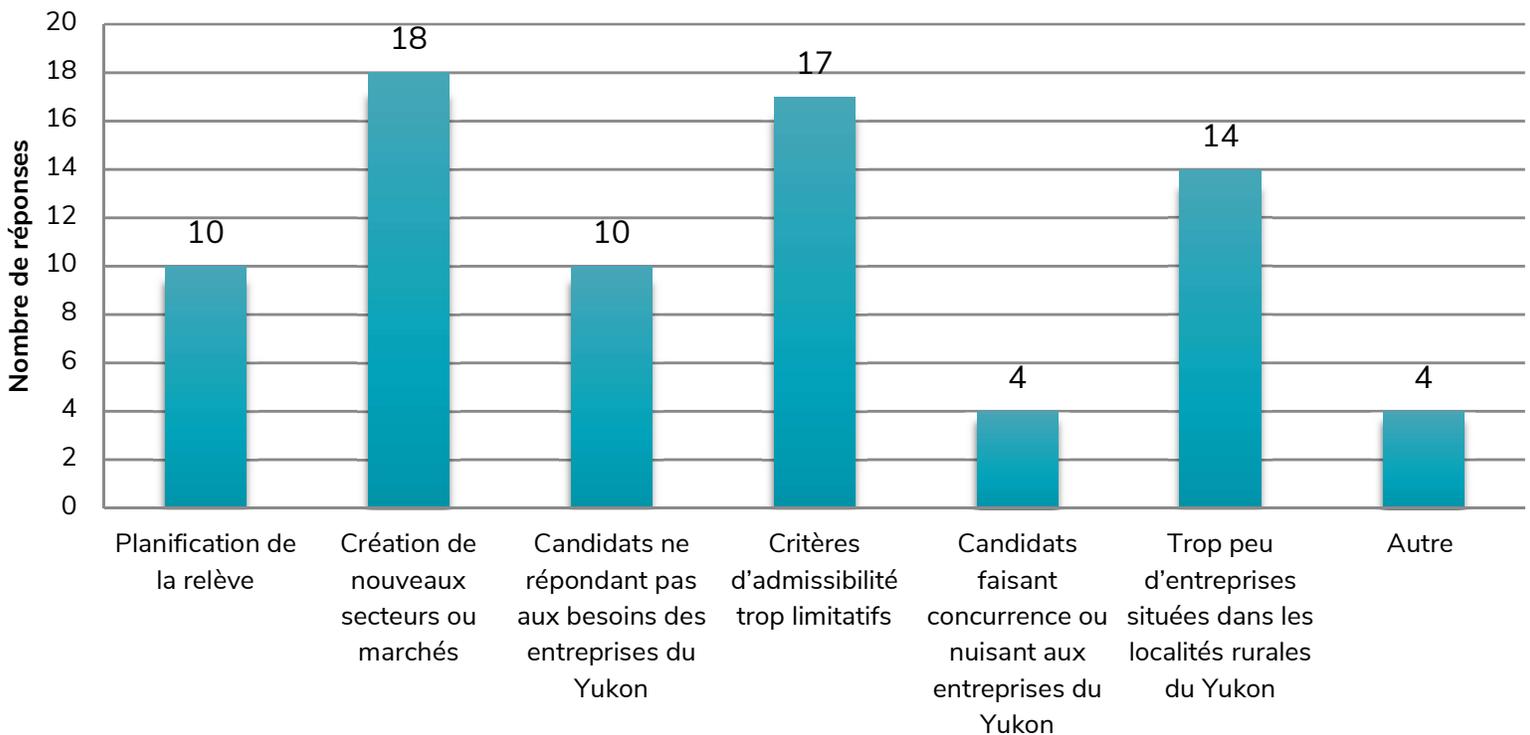
Les participants aux discussions du groupe de gens d'affaires trouvaient qu'il fallait gérer le programme avec soin – les propriétaires d'entreprise doivent avoir de l'expérience et ne pas pouvoir « acheter leur entrée ». On croit aussi que le gouvernement devrait veiller à ne pas saturer le marché dans une région donnée pour ne pas créer une concurrence excessive et inutile pour les entreprises yukonaises. De plus, selon deux participants, les entrepreneurs soucieux de l'environnement qui



peuvent fournir des solutions, notamment dans les régions rurales, doivent être ciblés comme candidats désirables.

Selon le sondage, les trois principales suggestions d'améliorations au programme étaient : l'amélioration de la coordination avec les collectivités pour répondre aux besoins particuliers, l'élargissement des critères d'admissibilité et la promotion accrue du programme.

## Quels facteurs ne sont pas abordés par le Programme territorial de candidature à l'immigration pour les gens d'affaires?

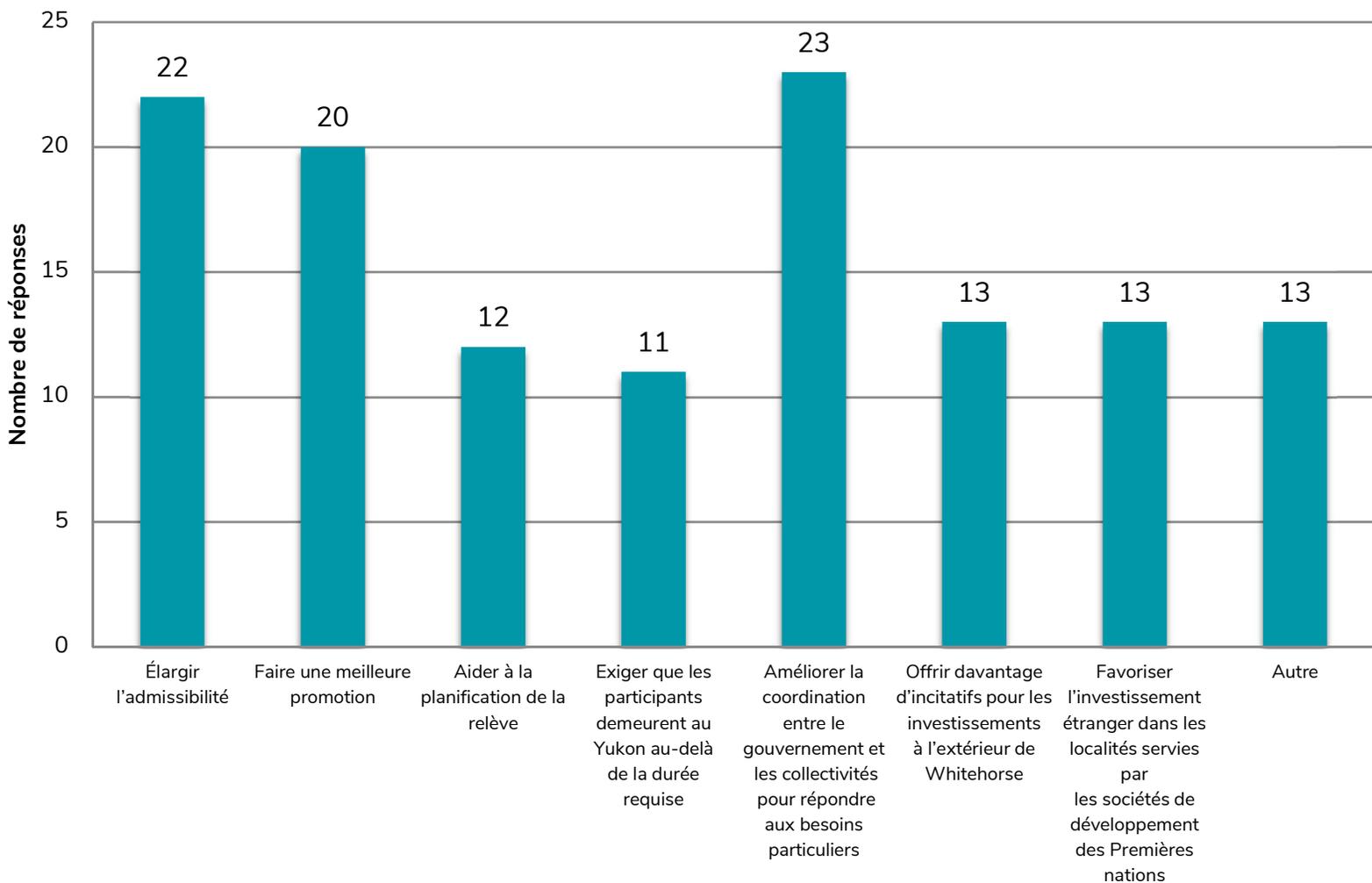


« Il devrait être plus facile d'investir dans une entreprise existante au Yukon et d'être admissible à l'immigration comme personne d'affaires. »

« Les exigences en matière d'investissement sont trop élevées pour les entreprises à propriétaire unique. »

– Répondants au sondage

## Comment pourrait-on améliorer le Programme territorial de candidature à l'immigration pour les gens d'affaires?



« La façon de présenter une demande n'est pas claire. Il serait bien que les personnes qui souhaitent immigrer au Yukon puissent présenter une demande et que les entreprises du Yukon puissent ensuite communiquer avec elles. »

« Il devrait y avoir un volet consacré aux secteurs de la création comme les médias, la conception, la traduction, etc.; il devrait y avoir un volet pour le commerce électronique et un aussi pour les entreprises d'exportation. Ces volets fourniraient des occasions aux plus petites entreprises à propriétaire unique. »

« Limitez le programme. »

« Les employés embauchés dans le cadre du programme doivent être mieux traités, obtenir une paye régulière et être rémunérés pour les heures supplémentaires travaillées. Les problèmes de racisme doivent être réglés. Les employés doivent pouvoir travailler dans des conditions sécuritaires, surtout durant la COVID. »

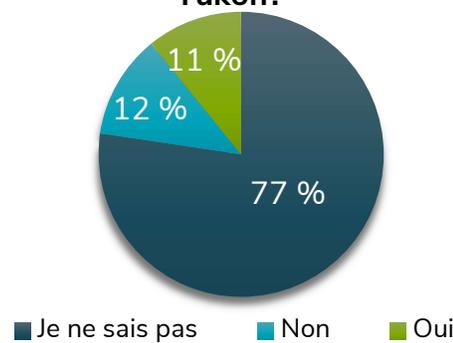
– Répondants au sondage

## Premières nations

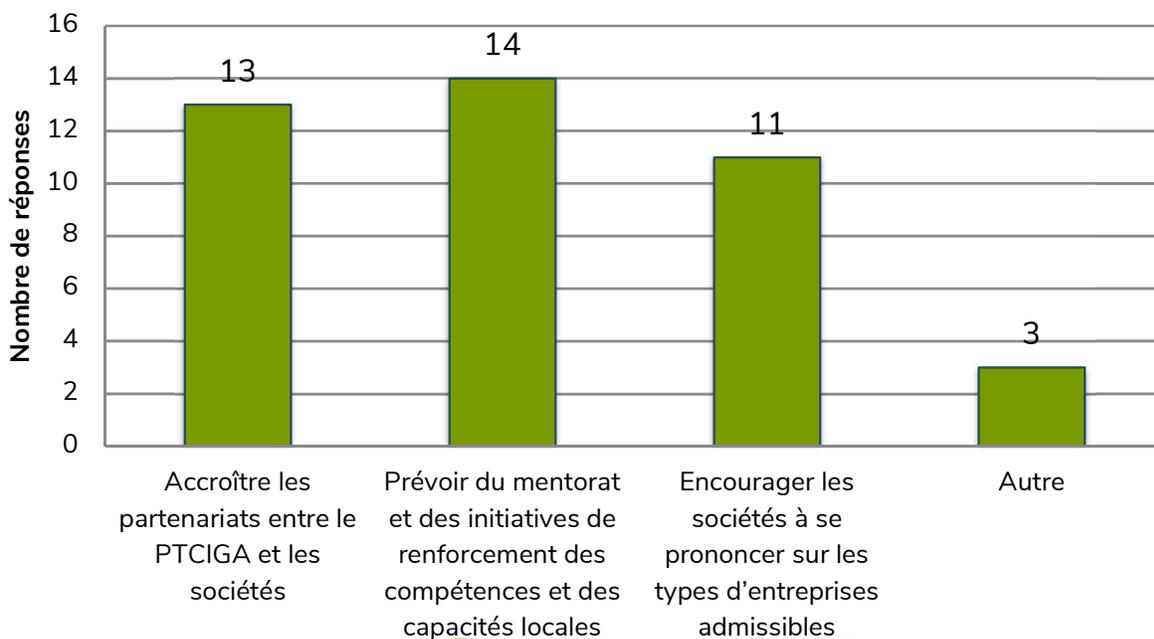
À la question sur la capacité des programmes d'immigration à répondre aux besoins des sociétés de développement des Premières nations, plus des trois quarts des

répondants au sondage ont dit en douter. Les personnes qui ont répondu « non » soutenaient de façon égale comme améliorations possibles l'augmentation des occasions de former des partenariats, la création d'initiatives de mentorat et de renforcement des compétences et des capacités, et la possibilité de permettre aux sociétés de se prononcer sur les critères d'admissibilité au PTCIGA.

**Les programmes d'immigration répondent-ils aux besoins des sociétés de développement des Premières nations du Yukon?**



**Comment les programmes peuvent-ils mieux soutenir les sociétés de développement?**

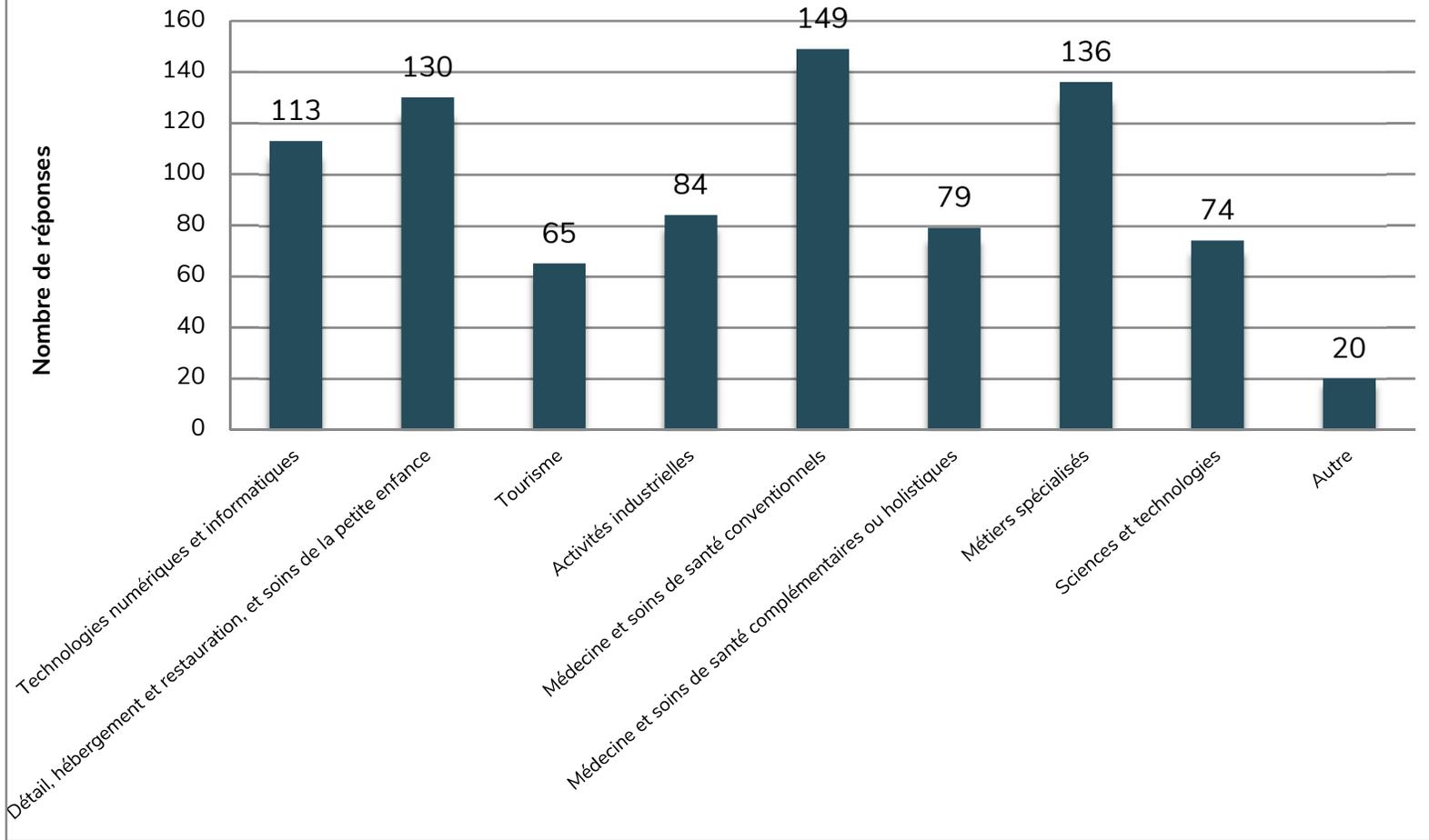


Bien que la majorité des personnes interrogées n'aient pas parlé des Premières nations et de l'immigration, une personne a dit que les Premières nations sont généralement sous-représentées dans les conversations entourant l'immigration, et que cette situation devait changer. Une autre personne interrogée a souligné que les décisions relatives à la gestion de l'immigration devaient être prises par les gouvernements des Premières nations et les gouvernements du Canada et du Yukon. À ce propos, nous avons communiqué avec des gouvernements et des sociétés de développement des Premières nations durant le processus de consultation publique. Nous continuerons à travailler avec eux au cours de l'élaboration de la stratégie.

## **Besoins futurs du marché du travail**

Les répondants au sondage ont indiqué que les travailleurs les plus recherchés au Yukon au cours de la prochaine décennie seraient les professionnels et travailleurs en médecine et en soins de santé conventionnels, les ouvriers qualifiés et les travailleurs dans les domaines du détail, de l'hébergement et de la restauration, et des soins de la petite enfance. Suivaient les personnes ayant des compétences en technologies numériques et informatiques; les autres gammes de compétences ont obtenu moins de réponses. Plusieurs personnes ont nommé les compétences en conception spatiale (architecture, génie, planification, etc.) comme compétences requises dans la catégorie « autre ». Une personne a proposé qu'on se concentre stratégiquement sur les entrepreneurs et les innovateurs, peu importe le domaine.

## Quelles seront les compétences recherchées au Yukon dans la prochaine décennie?



Une personne interrogée a dit qu'il était difficile de prévoir les compétences qui seront requises sur dix ans, surtout étant donné les changements dans le paysage démographique du territoire. Toutefois, les participants étaient d'avis que les secteurs de l'hébergement, de la restauration et des services alimentaires continueront à connaître des pénuries de main-d'œuvre et qu'ils doivent par conséquent demeurer des secteurs prioritaires. Plusieurs autres personnes ont dit que la stratégie d'immigration devrait privilégier les ouvriers qualifiés.

Les gens d'affaires interrogés trouvaient qu'il fallait tenir compte des changements climatiques et de la migration dans la détermination stratégique des gammes de compétences. Le gouvernement du Yukon pourrait cibler les travailleurs qualifiés sans emploi qui ont une formation et de l'expérience dans des domaines comme l'adaptation climatique et l'aménagement en infrastructure.

## Reconnaissance des titres de compétence

Les personnes interrogées ont parlé de la reconnaissance des titres de compétence durant les entretiens, dont quelques-unes qui reconnaissaient qu'il s'agissait d'une question complexe.

Une personne interrogée nous a fait part des entraves à la reconnaissance des compétences pour les immigrants, dont les coûts élevés (habilitation, traitement, documents) et les délais de traitement. Par conséquent, la majorité des candidats attendent d'avoir été au Yukon au moins cinq ans avant de faire reconnaître leurs compétences. Les participants ont précisé qu'il est donc important d'aider les immigrants à trouver des emplois dans lesquels ils peuvent se servir de leurs compétences sans qu'ils aient besoin de faire vérifier leurs titres.

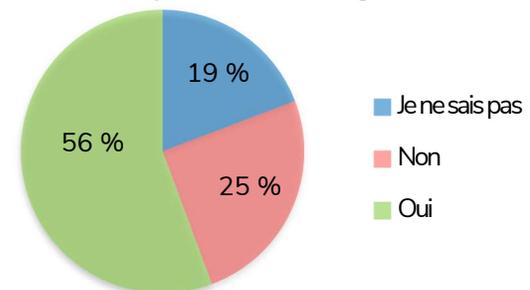
Plusieurs autres personnes interrogées ont parlé de la difficulté à recruter des Européens, qui seraient obligés de changer de domaine de travail. Ils ont cité comme exemple les travailleurs en soins de la petite enfance dont les formations ne sont pas reconnues au Canada et qui doivent commencer au bas de l'échelle et retourner aux

### Reconnaissance des titres de compétence

La reconnaissance des titres de compétence est le processus selon lequel nous vérifions que les études suivies par une personne dans un autre pays sont équivalentes aux normes établies pour les travailleurs canadiens.

Au Yukon, il y a peu d'organismes de réglementation pour vérifier les compétences. Le gouvernement du Yukon travaille avec des registraires provinciaux ailleurs au Canada pour accorder le droit d'exercice dans certains emplois réglementés. Une personne possédant un titre de compétences étranger doit souvent obtenir un permis ailleurs au Canada avant de pouvoir exercer son métier au Yukon.

### Le Yukon devrait-il avoir son propre bureau de reconnaissance des titres de compétence étrangers?



études ou lancer leur propre entreprise. Les participants du groupe d'affaires ont aussi confirmé qu'il leur arrivait de perdre des candidats lorsque ces derniers devaient suivre des études à l'extérieur du Yukon pour obtenir leur titre de compétence. Les participants ont aussi souligné comme problème le fait que les travailleurs étrangers titulaires d'un permis de travail doivent obtenir un permis d'études pour poursuivre leur formation.

Plus de la moitié des répondants souhaitaient que le gouvernement du Yukon aborde ces défis en établissant son propre bureau de reconnaissance des titres de compétence (contre un quart qui s'y opposait). Une personne interrogée avait des doutes quant à cette idée. Elle décrivait ce bureau hypothétique comme une « grande cible mouvante » en raison du nombre de professions et de métiers qui existent et des changements constants qui ont lieu dans chaque domaine. Plutôt, elle a proposé d'investir la somme requise pour établir ce bureau au Yukon dans un fonds auquel les candidats auraient accès (par exemple pour un prêt à court terme) pour les aider à satisfaire aux exigences requises pour pourvoir les postes les plus avantageux sur le plan économique. Elle a précisé qu'un tel fonds leur « fournirait le véhicule dont ils ont besoin pour se rendre où ils veulent aller », le rôle du gouvernement étant d'accélérer le processus et de nommer des candidats pour les postes à doter.

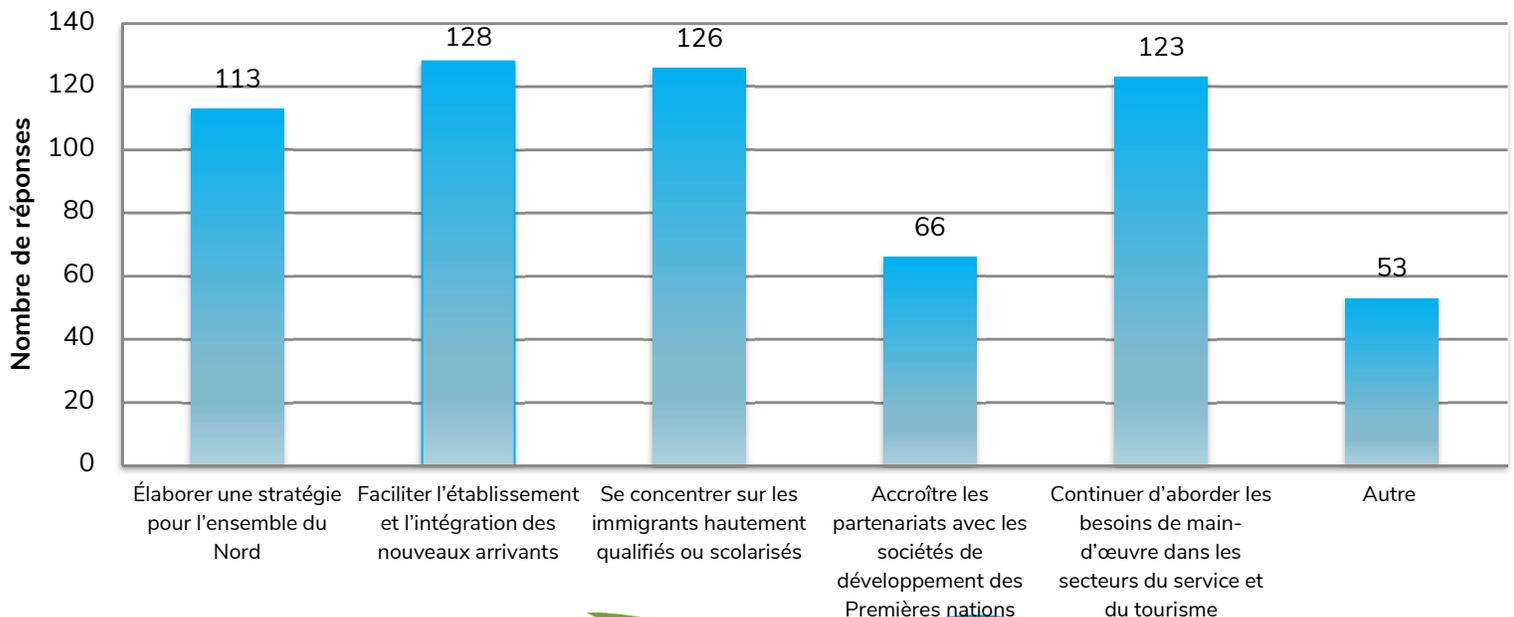
D'autres personnes interrogées ont fait des suggestions semblables. Une personne d'une région rurale a proposé qu'une version de la subvention du Yukon soit créée pour les professionnels recherchés dans les localités (elle a ajouté que pour qu'une stratégie d'immigration soit fructueuse, elle doit non seulement chercher des candidats pour pourvoir les postes dans des épicerie, mais aussi être en mesure d'attirer des professionnels dans les régions rurales du territoire). Un résident de Whitehorse a proposé une approche ciblée selon laquelle les candidats seraient formés localement (en personne ou en ligne), mais en partenariat avec des établissements externes. Il a aussi recommandé que le gouvernement du Yukon consulte d'autres administrations qui ont piloté des programmes de reconnaissance des titres de compétence, comme l'Île-du-Prince-Édouard.

## Priorités pour 2020 à 2030

### Trois principales priorités selon les réponses au sondage

Dans le sondage, on demandait aux répondants de choisir les trois priorités les plus importantes pour l'immigration économique au cours des dix prochaines années à partir d'une liste préétablie. Les trois priorités les plus fréquemment choisies étaient : faciliter l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants; se concentrer sur les immigrants hautement qualifiés et scolarisés; et continuer de faire appel à l'immigration pour combler la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs du service et du tourisme. L'élaboration d'une stratégie pour l'ensemble du Nord a été la quatrième option choisie le plus souvent, suivie de l'accroissement des partenariats avec les sociétés de développement des Premières nations. Diverses autres priorités ont été avancées par les répondants, dont l'amélioration des programmes, l'accès au logement et l'éducation. Un tiers des commentaires dans la catégorie « Autre » portaient sur l'opposition à l'immigration (constante ou accrue) ou sur le besoin de se concentrer sur la formation et l'embauche des résidents du Yukon (voir la page 31).

### Quelles devraient être les trois priorités du gouvernement du Yukon en matière d'immigration économique dans la prochaine décennie?



« Veiller à ce que les jeunes déjà établis au Yukon aient accès à des emplois. »

« Inciter les jeunes à revenir au Yukon (ou à y rester) à la fin de leurs études. »

« Cerner les problèmes de racisme, de faible rémunération et de conditions de travail dangereuses. »

« Travailler avec des organismes nationaux (comme le Bureau national d'examen dentaire du Canada) pour accélérer le processus pour le territoire par rapport à ailleurs au Canada. Nous perdons des travailleurs de la santé formés à l'étranger (comme des dentistes) parce que le processus prend environ trois ans. »

« Veiller à ce que les travailleurs qualifiés que nous attirons puissent obtenir le droit d'exercice au Canada rapidement, facilement et à faible coût. »

« Leur permettre d'avoir plus d'un emploi. »

– Répondants au sondage

## Suggestions des intervenants

Les intervenants ont proposé un certain nombre de facteurs dont le ministère devrait tenir compte dans l'élaboration des priorités de la Stratégie en matière d'immigration 2020-2030, notamment :

*Migration due aux changements climatiques* – Une personne encourageait le ministère à tenir compte de la migration motivée par le climat. Elle proposait d'examiner les endroits où la migration attribuable aux changements climatiques était plus fréquente et d'adapter les réserves de capital humain aux besoins de main-d'œuvre et de compétences du Yukon grâce à des mesures comme l'obtention du droit d'exercice et la planification de logements.

*Défense des droits des immigrants* – Plusieurs personnes interrogées qui aident les candidats à s'y retrouver dans le système étaient d'avis qu'il existe un déséquilibre entre les employeurs et les candidats, au détriment de ces derniers. Elles ont affirmé que les candidats pourraient ne pas signaler les problèmes en milieu de travail (comme les abus) par crainte des conséquences et de la possibilité de ne pas obtenir le statut de résident permanent. Ces personnes trouvaient que le PTCl était axé sur les employeurs, et qu'il peut être difficile pour les employés ou les candidats d'avoir accès à de l'information ou de comprendre la protection à laquelle ils pourraient avoir droit. Les répondants au sondage ont fourni des commentaires semblables sur la vulnérabilité des immigrants. Pour veiller à ce que ces enjeux continuent de faire l'objet de discussions, une personne a demandé la remise sur pied du groupe communautaire qui fournissait des conseils sur l'immigration au ministère de l'Éducation lorsque ce dernier chapeautait le programme.

*Immigration francophone* – Plusieurs personnes interrogées ont souligné l'importance de reconnaître le bilinguisme dans l'approche de l'immigration. Elles étaient d'avis que l'établissement de cibles et l'augmentation de l'immigration francophone correspondaient au désir du gouvernement de créer davantage de postes bilingues. Les participants ont fait allusion à une récente table ronde sur l'augmentation de l'immigration francophone; il ne fallait pas réinventer la roue, mais plutôt revoir les priorités et agir. Ils ont aussi souligné qu'il fallait investir davantage dans le recrutement de candidats en France, en Belgique et dans d'autres régions francophones, comme l'Afrique du Nord. Ils encourageaient le ministère à tenir compte de l'immigration

francophone dans tous les domaines d'intervention stratégique. Les réponses au sondage abondaient dans le même sens.

*Acclimatation et intégration locale et culturelle* – Les membres du groupe d'affaires ont parlé durant leur entretien des défis d'habiter au Yukon et du besoin d'être honnête et transparent dans la promotion du territoire. Selon eux, le territoire n'est pas seulement une série de « paysages pittoresques », mais aussi un endroit sombre et froid. Ils étaient d'avis qu'il serait préférable de mieux préparer les candidats à leur nouveau chez-eux pour qu'ils puissent mieux l'aimer et le protéger. Une autre personne interrogée qui travaille avec des candidats a affirmé que son organisme reçoit beaucoup de questions au sujet de la société, de la culture et des coutumes canadiennes. Les employés de l'organisme ont entendu des commentaires négatifs au sujet des Autochtones de la part des immigrants, ce qui, selon eux, démontre un manque de compréhension des conséquences du colonialisme et des pensionnats. On a proposé d'offrir davantage de programmes d'orientation culturelle aux immigrants pour les aider à mieux s'intégrer à leur collectivité.

Une autre personne interrogée a soulevé que l'entrave la plus importante à l'intégration est la langue. Selon elle, la meilleure façon d'aider les immigrants à surmonter d'autres défis est d'investir dans la littératie. Une des personnes interrogées en provenance d'une région rurale a indiqué qu'il était difficile de recruter de jeunes immigrants pour participer aux activités sportives et récréatives locales et se demandait si le personnel de la Direction des sports et des loisirs était en mesure d'aider.

*Offre de logements* – Les problèmes de logement ont été mentionnés à plusieurs reprises durant les entretiens et dans les réponses au sondage. Le groupe des gens d'affaires a indiqué que des pressions en matière de logement continueraient de se faire sentir partout au Canada, y compris au Yukon. D'autres personnes interrogées ont fait part d'exemples précis de leur échec à recruter et à garder des employés en raison de l'impossibilité de trouver des logements abordables et sécuritaires de qualité. Le problème est encore plus pressant pour les résidents des régions rurales, qui ont indiqué que l'offre de logements doit faire partie intégrante de la stratégie

d'immigration dans les localités. Les gens d'affaires ont souligné que la pénurie et le coût des logements les empêchaient de recruter des familles entières et, de ce fait, de garder leurs candidats. De nombreuses personnes interrogées ont demandé au ministère d'inclure le logement comme priorité stratégique pour les dix prochaines années.

*Approche coordonnée à facettes multiples* – Plusieurs personnes interrogées ont souligné les multiples facettes de l'immigration et le besoin pour la stratégie d'aborder de nombreux facteurs – principalement le recrutement, l'offre et la demande, l'établissement et l'intégration, et la capacité de garder les candidats ici. Une personne a précisé qu'il pouvait être difficile pour les nouveaux arrivants de connaître les fonctions de chaque organisme et de savoir où aller chercher les réponses à leurs questions particulières; cette personne a demandé au ministère du Développement économique de faciliter la coordination entre tous les organismes qui fournissent des services.

*Importance des familles* – Deux des personnes interrogées ont noté des améliorations marquées dans la capacité de garder des candidats et des immigrants dans le territoire au cours des dernières années; par exemple, les francophones sont autant attirés par le style de vie au Yukon (y compris dans les régions rurales) que par la possibilité de devenir des résidents permanents. Ils sont beaucoup plus portés à rester ici que par le passé. En dépit de ces gains, on a demandé de poursuivre les efforts pour garder les candidats dans le territoire. Les participants du groupe des gens d'affaires ont insisté pour que le ministère se concentre davantage sur le recrutement de familles comme mesure de rétention.

*Soutien communautaire* – Plusieurs personnes ont voulu davantage de mécanismes de soutien à l'immigration dans les milieux ruraux du Yukon; un répondant était d'avis que le gouvernement ne fait que des promesses en l'air à ce sujet. Une personne a parlé du modèle des Territoires du Nord-Ouest où un employé à temps partiel se consacre à soutenir les immigrants dans les plus petites collectivités. Les

Yukonnaises et les Yukonnais pourraient travailler ensemble pour aborder des questions de compréhension mutuelle et de partage comme moyen d'aller de l'avant.

*Formation et perfectionnement de la population locale* – Le gouvernement doit s'assurer que les Yukonnaises et les Yukonnais sont suffisamment formés et scolarisés pour pouvoir profiter pleinement des occasions qui leur sont offertes et maximiser la productivité de la main-d'œuvre.

## Opposition à l'immigration

Dans la section des commentaires du sondage, des participants ont dit s'opposer à l'immigration. Entre autres, ils établissaient un lien entre l'immigration, le chômage et le manque d'occasions pour les Yukonnaises et les Yukonnais et s'inquiétaient de la préservation de la culture et de l'identité. Ces commentaires contredisaient directement ce dont bon nombre des autres répondants au sondage et des personnes interrogées nous ont fait part.

Par exemple, les gens d'affaires ont indiqué que le PTCl a permis d'augmenter les salaires pour l'ensemble de la population et fait allusion à la difficulté d'embaucher des travailleurs locaux pour certains emplois. Les personnes des régions rurales interrogées trouvaient que l'immigration rehaussait la qualité de vie et permettait à tous les résidents d'avoir une meilleure perspective mondiale. Vous constaterez en lisant le présent document que les citoyens sont d'avis que le programme aide le territoire à avancer et ont insisté sur l'amélioration des programmes existants pour les nouveaux arrivants.

Toutefois, ils ont aussi indirectement fait écho à certains commentaires anti-immigration en ce sens que de nombreuses personnes interrogées trouvaient que la nouvelle stratégie devait davantage sensibiliser la population aux avantages de l'immigration, ce qui a été renforcé tout au long du présent exercice.

## Prochaines étapes

Les observations formulées à l'issue de la consultation seront intégrées à la nouvelle stratégie d'immigration du gouvernement du Yukon.

Dans l'élaboration de cette nouvelle stratégie, le gouvernement tentera d'établir l'équilibre entre les intérêts de tous les intervenants en immigration, et la croissance économique et les débouchés. Ainsi, nous travaillerons avec les entreprises et d'autres employeurs pour combler les besoins en main-d'œuvre, tant grâce à l'embauche locale qu'à l'immigration. Il faudra aussi accorder la priorité sur le développement de la main-d'œuvre locale, par la formation et l'éducation, pour maintenir un faible taux de chômage et maximiser les occasions d'emploi pour la population du territoire. Dans le même esprit, le gouvernement continuera de s'efforcer d'accroître la participation des groupes sous-représentés, notamment les Premières nations, les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs plus âgés et les femmes dans les métiers et les domaines technologiques.

À court terme, le gouvernement se concentrera aussi sur le problème du chômage dans les secteurs les plus durement touchés par la COVID-19.

En même temps, il faut protéger les immigrants contre la violation de leurs droits et des normes du travail, assurer leur sécurité et éliminer le racisme. Pour ce faire, le gouvernement territorial continuera de collaborer avec le fédéral en ce qui a trait à l'application des lois et des règles, notamment pour les questions de fraude. Nous continuerons aussi à travailler avec nos partenaires en immigration, comme le gouvernement fédéral, le Centre multiculturel du Yukon et d'autres organisations non gouvernementales et associations de proximité, pour fournir des services d'établissement et d'intégration adéquats.

L'élaboration d'une nouvelle stratégie d'immigration permettra au gouvernement du Yukon de trouver, avec ses partenaires, de nouvelles façons d'améliorer l'efficacité des services en la matière au profit de tous, sans nier l'ampleur de la tâche.

Nous tenons à remercier l'ensemble de la population yukonnaise, ainsi que les organismes et entreprises qui ont fait part de leurs points de vue, de leurs idées et de leur expertise pour orienter la nouvelle stratégie d'immigration du Yukon.